

Le gouvernement fédéral a-t-il été invité par celui du Québec à participer à un programme d'aide aux cultivateurs de plusieurs comtés de cette province qui ont vu leur récolte réduite de 50 p. 100 à la suite d'une mauvaise température attribuée à l'ensemencement des nuages?

[Traduction]

M. Bruce S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne sache pas que la question ait été signalée au ministre. Je vais lui en parler et essayer d'obtenir une réponse pour le député.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE NOUVELLE CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. A. MacLean (Queens): J'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le gouvernement prend actuellement des mesures visant à convoquer, sous l'égide des Nations Unies, une nouvelle conférence internationale sur le droit de la mer afin de résoudre de nombreux différends qui subsistent encore dans ce domaine du droit international?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il serait inexact de dire que des pourparlers sont en cours en vue de convoquer une conférence sur le droit de la mer sous les auspices des Nations Unies, mais le gouvernement étudie, de concert avec certains autres pays, la possibilité de tenir une conférence portant sur des questions comme la conservation.

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question connexe à celle que j'ai posée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement compte-t-il demander au Parlement, au cours de la présente session, de ratifier les quatre conventions sur le droit de la mer signées par le Canada et qui, si je ne me trompe, sont maintenant en vigueur?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas l'intention de demander de ratification. Le député veut sans doute parler de la convention relative au plateau continental?

L'hon. M. MacLean: Oui, monsieur l'Orateur, et aux ressources vivantes de la mer.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, mon honorable ami le sait, la convention sur le

plateau continental est l'une des quatre que le Canada a signées à la fin de la conférence sur le droit de la mer, en 1958. Le Canada ne l'a pas encore ratifiée. On a cru qu'il valait mieux ratifier ensemble les quatre conventions. Toutefois, je signale à mon honorable ami qu'il n'est pas nécessaire de ratifier la convention sur le plateau continental pour exercer les droits qu'elle reconnaît. En général, ces droits sont assurés par le droit international, et le Canada les a constamment exercés.

Quant à la ratification des quatre conventions, elle comporte des aspects techniques qui ont été examinés, et nous espérons qu'on les aura éclaircis bientôt.

[Français]

A PROPOS DES PROCHAINES NÉGOCIATIONS RELATIVES À NORAD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en vue des prochaines négociations relatives au traité de NORAD.

Le gouvernement a-t-il décidé d'exiger un «contrôle» ou d'imposer des restrictions quant à l'envoi à l'étranger, par les Américains, d'armes fabriquées au Canada?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, l'organisation défensive de NORAD n'est pas une...

[Traduction]

M. Crouse: Parlez dans le microphone.

L'hon. M. Martin: Je crois la suggestion excellente. Toutes les observations que font les ministres et les députés de ce côté-ci devraient être clairement comprises par les vis-à-vis.

Une voix: C'est impossible.

[Français]

L'hon. M. Martin: L'organisme NORAD, qui est un arrangement défensif, n'a rien à voir avec la vente et l'exportation d'armes.

[Traduction]

LE NATIONAL-CANADIEN

L'OPPORTUNITÉ D'UNE RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX AU SUJET DES LICENCIEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je veux poser une ques-